Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dénomination du produit : M&G (Lux) Investment Funds 1 - M&G (Lux) Dynamic Allocation Fund **Identifiant d'entité juridique :** 549300PZ80BI5Q8OS924

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Il a réalisé des investissements durables ayant

un objectif social: ___ %

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable? Oui X Non Il a réalisé des investissements durables ayant x || promouvait des caractéristiques environnementales un objectif environnemental: et/ou sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 74,83 % d'investissements durables dans des activités économiques qui sont **X** ayant un objectif environnemental et réalisés dans des considérées comme durables sur le plan activités économiques qui sont considérées comme environnemental au titre de la taxinomie de l'UE durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE dans des activités économiques qui ne sont pas **X** ayant un objectif environnemental et réalisés dans des considérées comme durables sur le plan activités économiques qui ne sont pas considérées environnemental au titre de la taxinomie de l'UE comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE **X** ayant un objectif social



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas**

réalisé d'investissements durables

Le Fonds a promu le recours à une Approche d'exclusion en excluant certains placements potentiels de son univers d'investissement afin d'atténuer les éventuels effets négatifs sur l'environnement et la société (« Approche d'exclusion »). Pour les investissements titrisés tels que les titres adossés à des actifs (ABS), cela a également inclus leur évaluation par la méthodologie de notation exclusive du Gestionnaire d'investissement.

Tous les investissements réalisés par le Fonds pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales ont été évalués au regard de la bonne gouvernance et ont réussi le test de bonne gouvernance du Gestionnaire d'investissement. Le Gestionnaire d'investissement exécute un test de bonne gouvernance quantitatif basé sur des données dans sa prise en compte des investissements dans les sociétés. M&G exclut les investissements dans des titres considérés comme ne satisfaisant pas au test de bonne gouvernance du Gestionnaire d'investissement. Lors de l'évaluation des pratiques de bonne gouvernance, le Gestionnaire d'investissement tient compte, au minimum, des questions qu'il juge pertinentes au regard des quatre piliers identifiés de bonne gouvernance (structures de gestion saines, relations avec les employés, rémunération du personnel et respect des obligations fiscales).

Aucun indice de référence n'a été désigné dans le but d'atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le Fonds.

Certains instruments dérivés ont été utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales au cours de la période.

Bien que le Fonds n'ait pas eu pour objectif l'investissement durable, il comptait une proportion de 74,83 % d'investissements durables, dont 40,26 % ayant un objectif environnemental et 34,57 % ayant un objectif social. Les chiffres correspondent à la moyenne annuelle des quatre relevés trimestriels effectués au cours de la période se terminant le 31 mars 2025. Pour de plus amples informations sur les investissements durables, veuillez consulter les sections correspondantes ci-dessous.

permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier

Les indicateurs de durabilité

sont atteintes.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?

Les indicateurs de durabilité du Fonds visant à tester sa conformité à son Approche d'exclusion ont été respectés à tout moment au cours de la période considérée.

Nom de l'indicateur de durabilité	Valeur	Éligibilité	Couverture			
Au 31 mars 2025						
% d'ABS en dessous du seuil d'alignement du Gestionnaire d'investissement 0,00 % 0,41 % 100,00 %						
% de la VL détenu dans des investissements exclus	-	100,00 %	0,00 %			

Nom de l'indicateur de durabilité	Valeur	Éligibilité	Couverture			
Au 31 mars 2024						
% d'ABS en dessous du seuil d'alignement du Gestionnaire d'investissement	0,00 %	0,32 %	100,00 %			

...et par rapport aux périodes précédentes ?

La proportion d'investissements durables du Fonds au cours de la période considérée, soit 74,83 %, est supérieure à celle des périodes considérées précédentes, qui était de 73,68 % (2024) et 71,33 % (2023) (tous ces chiffres correspondent à la moyenne annuelle des quatre relevés trimestriels pour la période se terminant le 31 mars de chaque année).

Comme pour les périodes considérées précédentes, le Fonds a respecté son Approche d'exclusion à tout moment au cours de la période.

 Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué?

L'engagement du Fonds en matière d'investissements durables est décrit dans son Prospectus. Au titre de cet engagement, le Fonds contiendra une proportion minimale de 20 % d'investissements durables, en incluant les investissements ayant un objectif environnemental et/ou social. Les investissements ayant un objectif environnemental ne sont pas tenus de satisfaire aux exigences des investissements considérés comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE. Au cours de la période considérée, le Fonds détenait 74,83 % d'investissements que le Gestionnaire d'investissement a jugés durables. Ces investissements ont atteint au moins l'un des seuils définis par le Gestionnaire d'investissement pour déterminer une contribution positive à un objectif durable. Le Fonds détenait 40,26 % d'investissements durables contribuant à un ou plusieurs objectifs environnementaux.

0,11 % des investissements durables du Fonds ayant un objectif environnemental ont été évalués positivement quant à leur alignement sur la taxinomie. Parmi les investissements durables du Fonds, 40,15 % étaient liés à des investissements présentant d'autres caractéristiques environnementales, et 34,57 % étaient liés à des investissements durables sur le plan social.

 Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?

Les investissements durables que le Fonds a réalisés n'ont pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social comme indiqué dans la section ci-dessous.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?

Le Fonds a pris en compte les indicateurs obligatoires relatifs aux principales incidences négatives (« PAI »), tels que définis dans le Tableau 1 de l'Annexe 1 des normes techniques de réglementation du Règlement SFDR, ainsi que tous les indicateurs facultatifs pertinents des tableaux 2 et 3, pour s'assurer que les investissements durables du Fonds ne causent de préjudice important à aucun des facteurs de durabilité. Les PAI 1 à 6 relatives aux émissions de carbone ont été prises en compte par l'application des exclusions énoncées dans la Politique relative au charbon thermique ainsi que dans le test du Principe DNSH du Gestionnaire, ce qui inclut également une exclusion basée sur les revenus tirés d'activités liées aux combustibles fossiles. La PAI 14 relative aux armes controversées a été prise en compte par l'application de la Politique relative aux armes controversées du Gestionnaire. La PAI 7 relative à la biodiversité a été prise en compte par l'application d'une exclusion fondée sur les controverses qui fait partie du test du Principe DNSH du Gestionnaire. Le Fonds a également exclu les sociétés qui n'ont pas réussi le processus Global Norms (Normes mondiales) du Gestionnaire. Le Fonds peut avoir appliqué des exclusions supplémentaires, telles que décrites dans son Prospectus, dont certaines peuvent s'avérer pertinentes pour la prise en compte des PAI.

Les PAI qui n'ont pas été traitées par le biais d'exclusions ont été évaluées et prises en compte dans le cadre du processus de recherche en matière d'investissement du Gestionnaire.

Lorsque les investissements sont répertoriés comme étant alignés sur la taxinomie, les activités économiques concernées par les investissements répondaient également aux critères du principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » énoncés dans le Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (Règlement européen sur la taxinomie).

 Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée:

Tous les investissements durables sont soumis au processus Global Norms du Gestionnaire, qui évalue le respect des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Le Gestionnaire d'investissement a reçu des données de recherche relatives aux principales incidences négatives afin d'identifier les principales incidences négatives du Fonds avant tout investissement. La prise en compte de certaines principales incidences négatives a été renforcée par l'application des exclusions énoncées dans les politiques internes de M&G complétées par les exclusions spécifiques au Fonds décrites dans son Prospectus. Des exclusions ont également été appliquées dans le cadre du processus Global Norms du Gestionnaire d'investissement. Lorsqu'aucune exclusion n'a été appliquée, les principales incidences négatives ont été évaluées dans le cadre du processus de recherche en matière d'investissement et suivies en permanence par le Gestionnaire d'investissement.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 01/04/2024 au 31/03/2025

Investissements les plus importants Secteur		% d'actifs	Pays
ALLEMAGNE (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D')	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	4,93 %	DE
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	4,46 %	FR
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	4,28 %	FR
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	4,07 %	FR
GILT. CONV. UK	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,42 %	GB
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,35 %	FR
ALLEMAGNE (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D')	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,29 %	DE
ALLEMAGNE (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D')	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,18 %	DE
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,15 %	FR
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,08 %	FR
AFRIQUE DU SUD (RÉPUBLIQUE D')	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	2,01 %	ZA
ALLEMAGNE (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D')	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	1,99 %	DE
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	1,99 %	FR
FRANCE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	1,90 %	FR
MEXIQUE (ÉTATS-UNIS MEXICAINS) (GO	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	1,61 %	MX

Ces investissements correspondent à la moyenne annuelle des quatre relevés trimestriels réalisés au cours de la période considérée.

Veuillez noter que le Gestionnaire d'investissement distingue les émissions de titres successives des sociétés lors de la préparation du tableau des principaux investissements, plutôt que de regrouper les émissions au niveau de chaque société (émetteur) concerné(e).



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Dans les informations précontractuelles SFDR de niveau 2 (en annexe au Prospectus du Fonds), le Fonds s'est engagé à présenter 70 % d'investissements conformes aux caractéristiques E/S promues et 20 % minimum d'investissements durables.

Les allocations d'actifs ci-dessous sont exprimées en pourcentage de la valeur liquidative (VL). Les chiffres correspondent à la moyenne annuelle des guatre relevés trimestriels effectués au cours de la période se terminant le 31 mars 2025.

Le pourcentage d'investissements conformes aux caractéristiques environnementales ou sociales promues représentait 90,63 % de la VL. Les investissements durables représentaient 74,83 % de la VL et les investissements présentant d'autres caractéristiques environnementales et/ou sociales constituaient les 15,80 % restants de la VL.

Les investissements durables alloués à des activités économiques « alignées sur la taxinomie » sont classés dans la catégorie « Alignés sur la taxinomie ». Les investissements durables restants sont classés dans la catégorie « Durables – Environnementaux autres » et/ou « Durables – Sociaux », sur la base des deux critères suivants :

I. S'ils satisfont au test de sélection des investissements durables sur la base de leur contribution environnementale et/ou sociale (comme indiqué dans la question « Dans quelle mesure l'objectif d'investissement durable a-t-il été atteint ? » du présent rapport) ; et

II. leur rattachement à la catégorie environnementale et/ou sociale, conformément à l'engagement précontractuel du Fonds à investir dans des investissements durables poursuivant des objectifs environnementaux et/ou sociaux.

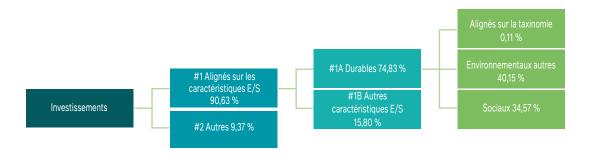
Bien que le Fonds ne se soit pas engagé à investir dans des investissements alignés sur la taxinomie de l'UE, 0,11 % de ses investissements l'étaient. Parmi les investissements durables, 40,15 % présentaient des caractéristiques environnementales et 34,57 % s'apparentaient à des investissements socialement durables. 9,37 % du Fonds étaient détenus dans des investissements « Autres » qui n'étaient pas alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues.

Tous les actifs souverains, y compris ceux détenus à des fins de liquidité, ont été évalués en appliquant le cadre souverain du Gestionnaire, et ont été attribués à la proportion des investissements du Fonds alignés sur des caractéristiques E/S et/ou constituant des investissements durables.

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était l'allocation des actifs ?

Le graphique ci-dessous donne un aperçu de l'allocation des actifs.



La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie #2 Autres inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend :

- La sous-catégorie #1A Durables couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.
- La sous-catégorie #1B Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Comparaisons historiques de l'allocation des actifs	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
#1 Alignés sur les caractéristiques E/S	- %	83,81 %	89,76 %
#2 Autres	- %	16,19 %	10,24 %
#1A Durables	- %	71,33 %	73,68 %
#1B Autres caractéristiques E/S	- %	12,48 %	16,21 %
Alignés sur la taxinomie	- %	0,12 %	0,03 %
Environnementaux autres	- %	36,34 %	38,02 %
Sociaux	- %	34,87 %	35,62 %

Le tableau « Allocation historique des actifs » ci-dessus reflète les données disponibles pour le Fonds. La méthodologie a changé par rapport à la période de référence précédente, les données ne constituent donc pas une comparaison exacte. Avant 2025, les données utilisées étaient celles de fin d'année, alors qu'elles correspondent désormais à la moyenne des quatre fins de trimestres.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

La répartition des investissements utilise la nomenclature des activités économiques (NACE), telle qu'élaborée par l'Union européenne, et est exprimée en % de la Valeur liquidative (VL).

Le tableau présente une répartition en fonction des secteurs et sous-secteurs auxquels le Fonds est exposé.

Cette répartition des investissements correspond à la moyenne annuelle des quatre relevés trimestriels effectués au cours de la période considérée.

Secteur économique	% d'actifs
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	50,21 %
Activités financières et d'assurance	22,93 %
Assurance, réassurance et fonds de pension, à l'exclusion de la sécurité sociale obligatoire	1,20 %
Activités liées aux services financiers, à l'exception des services d'assurance et de fonds de pension	17,24 %
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	4,49 %
Industrie manufacturière	7,40 %
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	0,00 %
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1,17 %
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication	0,01%
d'articles en vannerie et sparterie	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,07 %
Fabrication d'équipements électriques	0,44 %
Fabrication du cuir et de la chaussure	0,00 %
Fabrication d'autres matériels de transport	0,34 %
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier	0,06 %
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	0,63 %
Industrie automobile	0,79 %
Industries alimentaires	0,23 %
Autres industries manufacturières	0,06 %
Fabrication de boissons	0,17 %
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	0,37 %
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	0,14 %
Industrie chimique	0,33 %
Métallurgie	0,10 %
Industrie de l'habillement	0,13 %
Cokéfaction et raffinage	0,09 %
Fabrication de produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques	2,28 %
Industries extractives	2,97 %
Extraction de pétrole brut et de gaz naturel	0,23 %
Extraction de minerais métalliques	2,73 %
Autres industries extractives	0,01%
Informations et communication	2,91 %
Édition	0,37 %

Télécommunications	1,18 %
Services d'information	0,83 %
Programmation, conseil et autres activités informatiques	0,41 %
Programmation et diffusion	0,13 %
Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement	0,00 %
sonore et édition musicale	
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	2,89 %
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	0,06 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	0,07 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	2,77 %
Activités immobilières	1,05 %
Transports et entreposage	0,99 %
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,40 %
Transports par eau	0,22 %
Activités de poste et de courrier	0,07 %
Transports aériens	0,04 %
Transports terrestres et transport par conduites	0,26 %
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,85 %
Activités relatives à la santé humaine et aux services sociaux	0,50 %
Activités pour la santé humaine	0,50 %
Construction	0,40 %
Construction de bâtiments	0,18 %
Génie civil	0,22 %
Activités de service administratif et de soutien	0,38 %
Enquêtes et sécurité	0,03 %
Activités de location et location-bail	0,08 %
Activités liées à l'emploi	0,08 %
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	0,07 %
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	0,12 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,12 %
	0,32 %
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	
	0,03 %
Recherche-développement scientifique	0,20 %
Publicité et études de marché	0,08 %
Hébergement et restauration	0,25 %
Restauration	0,07 %
Hébergement	0,18 %
Activités d'organisations et d'organismes extraterritoriaux	0,15 %
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,15 %
Captage, traitement et distribution d'eau	0,05 %
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	0,09 %
Arts, divertissements et loisirs	0,05 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	0,05 %
Autres activités de service	0,01 %
Autres services personnels	0,01 %
Enseignement	0,01 %
Agriculture, sylviculture et pêche	0,00 %
Production végétale et animale, chasse et services annexes	0,00 %
Autres*	5,58 %

^{*}Ces investissements sont des investissements pour lesquels aucun code NACE n'est disponible.

Les secteurs de l'économie qui tirent des revenus d'activités économiques liées aux combustibles fossiles, au sens de l'article 2, point 62), du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil, sont inclus dans le tableau ci-dessus.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Alors que l'allocation minimale obligatoire aux investissements durables alignés sur la taxinomie est de 0 %, le Fonds est autorisé à investir dans ces investissements, ce qui fait partie de son allocation globale aux investissements durables avec des objectifs environnementaux.

Au cours de la période de référence, la part des investissements du Fonds qui étaient alignés sur les objectifs environnementaux en vertu du Règlement européen sur la taxinomie était de 0,11 %. Ce pourcentage est calculé en faisant la moyenne des chiffres de fin de trimestre de chaque trimestre de la période de référence. Veuillez noter que l'allocation aux investissements alignés sur la taxinomie de l'UE effectués au cours de la période considérée est marginale et pourrait être inférieure ou égale à 0 % au cours des périodes futures.

Les données de la taxinomie de l'UE n'ont fait l'objet d'aucune assurance de la part d'un auditeur, d'un tiers ou d'un examen.

 Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE¹?

X Oui:	Dans le gaz fossile	🗶 Dans l'énergie nucléaire
Non		

Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE — voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les activités habilitantes

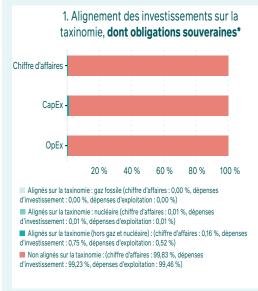
permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

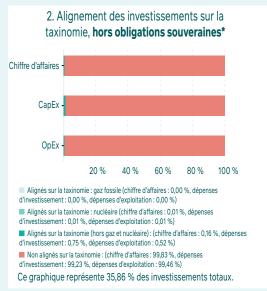
Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en % : - du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans

- la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
 des dépenses d'investissement
- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte, par exemple;
- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

Les graphiques ci-dessous font apparaître le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.





* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

Objectif environnemental aligné sur la taxinomie	Pourcentage de contribution
Atténuation du changement climatique	0,17 %
Adaptation au changement climatique	0,00 %
Utilisation et protection des ressources hydriques et marines	0,00 %
Transition vers une économie circulaire	0,00 %
Prévention et contrôle de la pollution	0,00 %
Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes	0,00 %

Le graphique et le tableau ci-dessus décrivent l'alignement sur la taxinomie de tous les investissements effectués par le Fonds.

• Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?
La part des investissements du Fonds dans les activités transitoires sur la période était de 0,02 % et celle dans les activités habilitantes de 0,07 %. À titre de comparaison, le pourcentage d'engagement minimum indiqué dans les informations précontractuelles du Fonds est de 0 %.

Activité	Pourcentage d'investissements
Part des activités transitoires	0,02 %
Part des activités habilitantes	0,07 %

 Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes?

Le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE au cours de cette période considérée, soit 0,11 %, est supérieur à celui de la période considérée précédente, soit 0,03 % (2024), mais légèrement inférieur à celui de 2023 (0,12 %).

Période de référence	Dont obligations souveraines			Hors obligatio	ns souveraines	
	Chiffre d'affaires	СарЕх	ОрЕх	Chiffre d'affaires	('anEv	ОрЕх
Au 31 mars 2025	0,17 %	0,77 %	0,54 %	0,17 %	0,77 %	0,54 %
Au 31 mars 2024	0,00 %	1,00 %	0,00 %	1,00 %	2,00 %	1,00 %
Au 31 mars 2023	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %





Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

La proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE était de 40,15 %. À titre de comparaison, le pourcentage minimum d'investissements respectueux de l'environnement (c'est-à-dire, alignés et non alignés sur la taxinomie de l'UE), comme indiqué dans les informations précontractuelles du Fonds, est de 5 %.

À ce jour, la communication par les entreprises des informations relatives à l'alignement sur la taxinomie de l'UE se trouve encore à un stade peu avancé, et les données publiées en la matière restent limitées. Nous réévaluons régulièrement notre approche, car nous nous attendons à ce que les chiffres publiés augmentent à mesure que les entreprises gagnent en expérience dans la communication des informations relatives à l'alignement sur la taxinomie et que davantage d'entre elles adaptent leurs activités économiques à ses critères.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social?

La part des investissements socialement durables a été de 34,57 %. À titre de comparaison, le pourcentage d'engagement minimum indiqué dans les informations précontractuelles du Fonds est de 5 %.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

Au cours de la période de référence, le Fonds détenait des liquidités, des instruments dérivés, des instruments dérivés sur devises et d'autres fonds en tant qu'investissements « Autres », à toutes les fins autorisées par la politique d'investissement du Fonds. Aucune garantie environnementale ou sociale minimale n'a été appliquée, outre ce qui est décrit ci-dessous. Les instruments dérivés utilisés pour prendre une exposition à des indices financiers diversifiés et des fonds (c'est-à-dire des OPCVM et autres OPC) peuvent être détenus pour toute raison permise par la politique d'investissement du Fonds et seront soumis aux tests de garantie environnementale ou sociale minimale que le Gestionnaire d'investissement juge appropriés, par exemple un test de note ESG pondérée minimum. Aucune garantie environnementale ou sociale minimale n'est appliquée aux instruments dérivés de change. Le Fonds peut également détenir, au titre de la catégorie Autres, des investissements dont les données sont insuffisantes pour déterminer leur alignement avec les caractéristiques promues.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Le Fonds a appliqué une politique d'exclusion aux fins de son Approche d'exclusion. Les indicateurs de durabilité de la section ci-dessus témoignent de sa conformité en ce sens.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?

N/A Aucun indice de référence n'a été désigné dans le but d'atteindre les objectifs d'investissement durable du Fonds.

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

- En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?
 N/A
- Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?

N/A

- Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?
- Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?